Services publics et projets de territoire

Même si les déchets ont pris la plus grande place des débats, le conseil communautaire avait d'autres points à examiner.

Il devait par exemple voter le taux de la Gemapi (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations). « *Mais nous sommes en train de remettre à plat pas mal de choses*, explique François Sargentini. *Il faut un débat technique, que nous aurons d'ici avril prochain. Nous avons du temps et il vaut mieux que l'on ne délibère pas aujourd'hui.* » Validé à l'unanimité.

Deux projets pour le territoire ont également été présentés : l'un social pour développer deux activités d'insertion professionnelle, l'autre d'ingénierie culturelle visant à créer une vraie

dynamique autour du tourisme patrimonial et d'actions éducatives (*nous y reviendrons dans nos prochaines éditions*).

À l'unanimité moins six voix, le conseil a ensuite voté une réduction de 20 % sur la redevance d'enlèvement des ordures ménagères pour les professionnels du territoire.

Enfin, Nicolette Albertini-Colonna, maire de Pedigrisgiu, a pris la parole au sujet d'un courrier envoyé récemment aux élus et qui stipule que dorénavant, « *les demandes de permis de construire devront être déposées à Bastia et plus à Corte* ». « *Une délégation est allée rencontrer le sous-préfet mais nous n'avons obtenu aucune réponse. Nous proposons donc une motion pour*

dire notre total désaccord avec cette décision qui a été prise sans concertation. »

Dans la foulée, la section Corti-Centru de Corsica Libera s'est fendue d'un communiqué dans lequel elle rappelle que « *le maintien des services publics dans les territoires de l'intérieur et de la montagne constitue une des conditions sine qua non à leur survie et à leur développement* ».

Et de poursuivre : « *À intervalles réguliers pourtant, l'annonce de fermetures de services, souvent comme prélude à une fermeture totale des structures, suscite la légitime indignation et la saine mobilisation des Corses comme de leurs élus. C'est dans ce contexte qu'intervient la délocalisation vers Bastia de services ins-*

tructeurs en matière d'urbanisme initialement basés à Corti. »

En deux points, Corsica Libera réclame : « *Un moratoire sur l'ensemble des services publics en zone rurale et de montagne, et la cessation des doublons engendrés par le maintien de services déconcentrés de l'État dans les domaines de compétences transférés à la Collectivité de Corse (DDTM, Dreal, Draaf, Drac, etc.).*

Ce chevauchement de compétences est d'autant plus préjudiciable à la mise en œuvre des politiques publiques qu'il s'accompagne trop souvent d'un désengagement de l'État, notamment dans les territoires les moins dotés en termes d'infrastructures et de services. »

MOQ